

W. Nyamitwe : "Le gouvernement du Burundi n'est pas encore convié" à Arusha

@rib News, 26/04/2016 - Source Xinhua Burundi : Le gouvernement dément les informations sur des négociations avec l'opposition à Arusha. Le gouvernement burundais a démenti mardi certaines informations circulant sur des réseaux sociaux ou traitées par des médias internationaux sur l'organisation des négociations entre le gouvernement et tous les autres acteurs de la politique burundaise du 2 au 6 mai à Arusha en Tanzanie. [Photo : Willy Nyamitwe, Conseiller principal à la présidence de la République, chargé de la communication.]

"Du moment que le gouvernement du Burundi n'est pas encore convié par des voies autorisées, nous considérons cela comme des informations à prendre avec des pincettes (...). Le gouvernement doit être consulté et nous devons nous convenir sur les personnes qui doivent être invitées, sur les dates et sur le lieu. Si cela n'est pas encore suivi, le gouvernement considère que ce qui se dit n'est que machination ou rumeur", a réagi mardi Willy Nyamitwe, Conseiller principal à la présidence de la République, chargé de la communication. Il a ajouté que le gouvernement reste attaché au principe qui ressort des différentes résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies qui parlent du dialogue inter-burundais qui doit être inclusif, mais qui doit tenir aussi compte de certaines règles en la matière, citant notamment les résolutions 2248 (dialogue inclusif de tous les acteurs dans la crise burundaise) et 2279 (présence d'une police des Nations Unies au Burundi). Sur base de ces résolutions, Willy Nyamitwe a indiqué que "les personnes qui ont emprunté des voies pacifiques sont les seules qui sont autorisées à ce dialogue" avant de clarifier celles qui en sont exclues. "Ceux qui ont attenté à la vie des citoyens, qui ont voulu renverser les institutions démocratiquement élues et d'autres qui ont versé dans l'insurrection armée dans notre pays ne peuvent pas être conviés dans ce dialogue inter-burundais", a souligné M. Nyamitwe. Le Burundi a plongé depuis fin avril 2015 dans une crise politique suite à la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat en violation, selon l'opposition, de la Constitution et de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation du Burundi. La communauté internationale s'est impliquée en essayant d'amener sur la table des négociations le gouvernement du Burundi et les autres parties prenantes dans cette crise. L'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, a dernièrement été désigné par les pays de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est pour appuyer le Facilitateur principal dans ces négociations, le président ougandais Yoweri Kaguta Museveni.